



N° 157
21 mai 2010

L'actualité du **MILITANT** des Industries Chimiques

Le 27 mai, nous n'avons pas le choix : **TOUS EN GREVE !**

Exigeons le maintien de la retraite à 60 ans et 37,5 ans de cotisations avec 75 % du dernier salaire, et retraite anticipée pour travaux pénibles.

Les forces du Capital, aidées par le gouvernement, accentuent les inégalités sociales en France, en Europe et dans le Monde.

Avec la mise sous tutelle d'un pays comme la Grèce, les tenants du pouvoir politique et financier s'approprient la souveraineté des Peuples. Ils décident à une minorité ce que doit être la politique économique et sociale d'un pays. La Commission Européenne, aidée par le FMI, ordonne et les pays doivent exécuter sous peine de sanctions financières qui mettraient ces derniers encore plus en difficulté.

Il n'existe pas de crise économique, seulement une crise qu'ils ont bien voulue pour imposer leurs vues en matière de politique sociale, ou plutôt anti-sociale.

370 milliards d'€ levés par l'Etat français dans le cadre du sauvetage des banques. Ces mêmes banques, qui bénéficient des garanties de l'Etat, continuent à spéculer et à offrir des milliards à leurs traders. Ce n'est pas un paradoxe, mais un choix délibéré du Capital.

L'absence de politique industrielle, de politique de l'emploi, la financiarisation de toutes les activités, la modération salariale et ses corollaires en termes de pouvoir d'achat, les réformes passées en matière de retraites, d'aides aux familles sont à l'origine de ces crises à répétition. Il s'agit d'un recul de civilisation sans précédent.

Nous ne le dirons jamais assez, l'argent existe puisque les riches deviennent de plus en plus riches : **112 milliardaires en 1984, 1200 aujourd'hui !**

2000 milliards aux Banques, 750 milliards d'aides européennes et les coups portés contre le service public dont notre protection sociale et les retraites, nécessitent une riposte sans précédent.

Il faut imposer une autre logique de gestion économique et sociale dans notre pays, en nationalisant ce qui est nécessaire pour le grand nombre d'entre nous : eau, électricité, pétrole, transports, etc... Taxer le capital et les revenus financiers, supprimer les exonérations de cotisations sociales, permettraient de faire vivre et d'améliorer notre système de protection sociale dont nos retraites.

Le 27 mai 2010, avons-nous le choix ?

En 1943, le 27 mai, ce fut la première réunion du Conseil National de la Résistance. En ce mois de mai 2010, des grèves sont prévues le 25 mai en Grèce, le 27 mai en France, le 29 mai au Portugal, et en Juin, le 5 en Espagne. **A quand un appel à la grève de la Confédération Européenne des Syndicats ?**

Ce 27 mai 2010, tous les salariés de nos entreprises doivent être dans l'action pour stopper les réformes anti-sociales dans notre pays.

Les Confédérations syndicales se sont réunies 7 jours avant le 27 pour décider ensemble des suites de la mobilisation. Ce qui veut dire en clair qu'il y aura bien des suites, et notre Fédération demande que ce soit le plus rapidement possible, soit dès la première semaine de Juin.

L'urgence est donc bien de mettre tous les atouts de notre côté. Le Comité Exécutif de notre Fédération, réuni les 17 et 18 mai, mettra tout en œuvre dans les territoires en allant rejoindre tous les salariés même là où nous ne sommes pas organisés pour créer les convergences de luttes.

L'ENJEU EST DE TAILLE. IL MÉRITE L'IMPLICATION DE TOUS, DE NOS SYNDICATS ET SYNDIQUÉS À LA CGT.



Sommaire

■ **Edito** : Le 27 mai, nous n'avons pas le choix : TOUS EN GREVE !

(page 1)

■ **La 3ème marche mondiale des femmes avec la CGT** : tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !

■ **24 juin 2010, 2ème journée d'études sur les risques industriels** : les installations classées.

(pages 2 et 3)

■ **Le 38ème congrès approche, inscrivez-vous avant de partir en congés !**

(page 4)

Mai 2010

27—ACTION NATIONALE
pour les retraites liées à
l'emploi, les salaires, la
répartition des ri-
chesses.

Juin 2010

1er—réunion collectif
Animation à Montreuil
2—CE de la CGT
4 - Conférence région
Nord/Pas de Calais à
Puythouck.
7—AG des Officines à
Montreuil (93)
8 et 9—CCN CGT
9 - Conférence régio-
nale syndicats Norman-
die
15—CE de la CGT
16-17-18 - Conférence
des Jeunes La Gaillarde
(8 3)
21 et 22—CE de la FNIC
23—Bureau UFICT
24—journée d'études
sur les risques indus-
triels : les installations
classées à Montreuil.

Stages formation syndicale

21 au 25 juin—CE à la
FNIC (93)

28 juin au 2 juillet—
Salaire/protection so-
ciale à Courcelle (91)

Grand rendez-vous
2010

11 au 15 octobre - 38^{ème}
congrès de la FNIC CGT
à Ramatuelle.

Paritaires

Mai 2010
25— Plasturgie—Plastifaf
26— Plasturgie—CMP

Juin 2010
1— Plasturgie—ONEE
8— UFIP—Pénibilité
10—SNCP— SPP
23—UFIP—Handicap
- Plasturgie—CMP
24—SNCP—CPNE
- UFIP—CPNE
30—plasturgie—Plastifaf

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !

8 mars 1910 - 8 mars 2010 :
**100 ans de luttés pour les
droits des femmes !**

**Le 8 mars a lancé la 3^e Marche mondiale
des Femmes contre les violences et la
pauvreté !**

La CGT s'est inscrite dans cette initiative de-
puis sa création et a poursuivi cet engagement
au cours des années dans le combat pour les
droits des femmes, pour l'égalité entre les
femmes et les hommes, contre toutes les dis-
criminations et les violences faites aux

femmes au travail et dans la vie, tant au ni-
veau national, européen que mondial.

Après 2000 et 2005, la Marche mondiale des
Femmes organise une 3^{ème} marche du 8 mars
au 17 octobre 2010.

Des actions collectives sont organisées en
France, en Europe et dans le monde autour de
quatre thèmes :

- biens communs, biens publics ;
- paix et démilitarisation ;

24 juin 2010 – 2^{ème} Journée d'études sur les risques industriels



« Les Installations classées »

**Nouvelle réglementation—quelles conséquences pour les salariés ?
Quelles actions pour les syndicats ?**

Si le gouvernement décide de modifier les règles du jeu concernant les installations classées, c'est que le patronat le lui a demandé avec insistance.

- Quelles conséquences au quotidien pour nous, salariés, soumis à cette déréglementation qui ne dit pas son nom ?
- Quelles utilisations des moyens qui nous restent ?
- Quelles convergences entre salariés « organiques » et « sous-traitants » ?
- CLIC, CISST, PPRT, S3PI..., comment fait-on avec ces instances ?



Bulletin de participation—Journée d'études « Installations classées » 24 juin 2010 à la FNIC CGT à Montreuil.

Le Syndicat de l'établissement

Localité

Code postal

Engage la participation de

(indiquer le nombre de délé-
gués)
L'inscription permettra de préparer le nombre nécessaire de documents

RETOURNER A **FNIC CGT** : Case 429 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
Tél. 0148188036 /Fax. 0148188035 /http://www.fnic.cgt.fr /E-mail : fnic@cgt.fr

- travail des femmes, autonomie financière ;
- violences envers les femmes.

A la CGT, nous avons 2010 bonnes raisons de marcher pour nos revendications.

Nous marcherons pour nos retraites !

Le gouvernement annonce une nouvelle réforme. Les projets d'allongement des durées de cotisation, de report de l'âge légal de départ à la retraite seraient particulièrement désastreux pour les femmes. Les effets néfastes sur le montant de leur retraite des réformes précédentes montrent combien cette politique coûte cher aux femmes.

La CGT propose :

- le droit à une retraite pour tous et toutes dès l'âge de 60 ans avec les moyens de vivre dignement, au moins 75 % du revenu net d'activité pour une carrière complète, indexé sur les salaires.

Nous marcherons pour une réelle égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes

En faisant respecter l'obligation de résultat de la négociation pour la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, dans les entreprises et les branches, en obligeant les employeurs et l'état à appliquer la loi du 26 mars 2006 visant plus précisément l'égalité salariale entre les femmes et les hommes d'ici fin 2010, sous peine de sanctions financière.

Nous marcherons pour tous les défis à relever au quotidien, d'autres luttes multiples à mener

Nous ne voulons rien lâcher contre la précarité, le sur-chômage des femmes, la pauvreté, les violences, le harcèlement sexuel et moral, contre la dégradation des services publics nécessaires à l'accueil de la petite enfance, à l'éducation, à la protection sociale etc.

Nous marcherons pour la liberté, la paix, la justice, la solidarité :

- pour afficher notre persévérance et notre volonté de surmonter l'ordre actuel injuste qui entraîne la violence et la pauvreté et construire un monde basé sur la paix, la justice, l'égalité, la liberté et la solidarité,

en rassemblant des expériences, des cultures politiques et des origines ethniques diverses (tout en ayant une identité et un objectif commun) ;

- en solidarité avec les femmes qui n'ont pas la liberté de le faire, à cause de la guerre ou des conflits, de la division sexuelle, des rôles dans la société qui maintiennent les femmes prisonnières chez elles... ;
- pour réclamer nos droits et résister à ceux qui veulent supprimer les droits déjà conquis au cours de nos luttes contre l'offensive des fondamentalistes religieux et des secteurs conservateurs de la société et de l'état ;
- pour dénoncer le système capitaliste, sexiste, raciste et xénophobe, qui exploite le travail quotidien reproductif et productif des femmes, tout en concentrant les richesses dans les mains de quelques-uns ;
- pour toutes les femmes travailleuses de la planète, gagner le travail décent, la sécurité de l'emploi et le salaire minimum.



Pour toutes ces raisons, la CGT signe et se joint à l'appel de la Marche mondiale des Femmes et du Collectif national des Droits des Femmes et invite toutes les femmes, tous les hommes à la manifestation nationale à Paris le :

**12 juin 2010
à 16 h
Départ : Place de la République**

Afin de contribuer à l'amélioration des droits des femmes en France, en Europe et dans le monde.



Le 38^{ème} congrès approche

Inscrivez-vous avant de partir en congés !

Nous sommes à 5 mois de la tenue de notre 38^{ème} Congrès. Mais attention, après la période estivale (juillet et août), il ne restera que 10 jours pour déposer, dans les délais légaux, vos demandes d'absence, c'est à dire le **11 septembre 2010 dernier délai**.

Cela veut dire qu'il faut dès maintenant y songer et définir qui sera mandaté par votre syndicat pour y participer, avec quelle préparation politique et quels moyens ?

Compte tenu de l'actualité nationale récente, ainsi que de tout ce qui se passe dans nos industries, il est impératif que le maximum de syndicats soient représentés. Les travaux n'en seront que plus riches et ainsi représentatifs de tout ce qui compose la Fédération aujourd'hui.

Au 19 mai 2010, nous recensons 76 congressistes pour 28 syndicats, pour un objectif de 350 congressistes.

Ainsi sont inscrits : 27 syndicats, dont 15 de la chimie, 5 du pétrole, 3 du caoutchouc, 0 de l'industrie pharmaceutique, 3 de la plasturgie, 1 de la Navigation de plaisance, 1 du négoce et prestations de services.

Vous allez prochainement recevoir deux Courriers fédéraux :

- Le premier étant le **projet de document d'orientation**, qui doit être débattu au sein de chaque syndicat.

- Le second étant un Courrier fédéral comportant **les modifications de statuts, ainsi que les demandes d'absence**, s'intitulant « Le Congrès—modifications des statuts—mode d'emploi ».

Ces documents seront téléchargeables sur le site de la Fédération : www.fnic.cgt.fr. Pour tout problème, n'hésitez pas à contacter la Fédération.

Quelques rappels essentiels :

Pour que chaque syndiqué ait son mot à dire celui-ci doit avoir connaissance des documents, et notamment le document d'orientation.

Les interventions au Congrès doivent être le reflet d'une discussion collective dans chaque syndicat. Les thèmes proposés sont suffisamment larges pour aborder tous les enjeux auxquels sont confrontés les salariés, retraités, syndiqués de nos branches.

Les propositions d'amendements doivent émaner des syndicats après débats et décisions collectives. Ces propositions devront être adressées à la Fédération le 27 septembre 2010 (dernier délai) afin qu'elles soient examinées par la commission des amendements.

La tenue du Congrès sera l'occasion de renouveler la direction fédérale (CEF) et les collectifs de la Fédération. Les candidatures proposées par les syndicats doivent nous parvenir dans les meilleurs délais, si possible deux semaines avant l'ouverture du Congrès.

Pour un tourisme différent, social et solidaire !

www.touristravacances.com

Réservations **0890 567 567** (0,15 € la min.)

